



Comité Régional Grand-EST Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine

Adresse postale : 15 Boulevard de la Paix - BP. 11215 - 51058 REIMS cedex
Siège social : 2 rue Drouin, 54000 NANCY
Mail : crgecgt@orange.fr

Tél : 03 26.88.23.04



Propos de Christophe Lannelongue Directeur de l'ARS du Grand-Est

Communiqué de Presse de la CGT Grand-Est

En réaction aux propos plus que polémiques et inadmissibles du directeur général de l'ARS Grand-Est, Christophe Lannelongue, qui s'est exprimé dans la presse sur la continuité du plan économique COPERMO, visant à supprimer 598 emplois et 174 lits au CHRU de Nancy, la CGT Grand-Est tient à rappeler :

- La période dans laquelle ses propos sont tenus.
- Les différentes étapes sans réponses et préalables à ses propos.
- La réalité du terrain.

Cette sortie médiatique se fait en pleine période anxiogène de pandémie de coronavirus, où les médias de tout horizon démontrent partout le manque de personnel en secteur hospitalier, le travail à flux plus que tendu, le matériel qui manque dramatiquement partout, un nombre de lits en réanimations bien trop insuffisant. Bref un manque de moyens humains comme matériels dénoncés depuis des décennies par notre organisation et qui concrétise, hélas, nos pronostics les plus noirs dont nous avons pourtant alerté partout où nous devons le faire.

Le directeur Lannelongue aborde le sujet des plans d'économie pour les hôpitaux, sans vergogne, se justifiant par un « je fais mon boulot » dans une interview France3 Lorraine du 05 avril 2020.

D'aucun ne contestera qu'une expression de cette nature, pire, qu'un tel raisonnement « jusqu'au-boutiste » en ces temps inédits de crise sanitaire, est totalement hors sol, déconnectée de la réalité et des stratégies qu'il faudra mener au sortir de cette crise. Qui plus est, lorsque ceux qui s'expriment tiennent des postes à si haute responsabilité.

D'autant qu'au préalable de ses propos le 24 mars, la CGT Grand-Est a envoyé un courrier à destination justement de l'ARS et qui est resté sans réponse à ce jour... Doit-on comprendre que le maintien de COPERMO mais comme tant d'autres plans d'économie soient la réponse attendue ?

Ce qui serait catastrophique et synonyme qu'aucune leçon n'aurait été tirée de cette crise. Il est à noter que nombre d'élus, nombre d'autres organisations (associatives et syndicales), nombre de médias comme l'opinion publique en général sont scandalisés par cette intervention déphasée.

Il ne suffira donc pas de dire que « c'est de la faute à la CGT » (comme cité dans l'interview en référence) pour se sortir de cette impasse qui a au moins le mérite de montrer l'état des réflexions de certains dirigeants de la santé et des décisions futures qui pourraient dans ce cadre n'être pas ceux que cette crise révèle. Parler de décalage est faible.

Inutile de préciser que nous aurions préféré, comme probablement tous ceux qui ont écrit au directeur de l'ARS (courriers de l'USD santé action sociale CGT 54 ou 57...), une réponse à nos courriers !

Ils sont d'une toute autre tonalité il est vrai, puisque nous pointons du doigt outre les failles du moment (manque de masques, manque des tests...), les changements de dogmes, précisément, qu'il faudra

opérer comme par exemple cesser de considérer la Santé sous l'aspect « économique » et de la « rentabilité », mais plutôt sous l'aspect d'un service public pour tous sans condition.

Face à cette situation, alors que la sagesse de la responsabilité d'un directeur ARS aurait dû être d'aplanir les choses, sans créer à nouveau une polémique, c'est une autre stratégie de défense qui a été décidé par M. Lannelongue pour se justifier de ses propos totalement décalés. « Il y a des gens qui sont au chaud comme les responsables de la CGT qu'on n'a pas beaucoup vu sur le terrain. Ce ne sont pas eux qui étaient dans les services de réa » dixit le directeur ARS Grand-Est, toujours dans l'interview France 3 Lorraine.

Or des militants syndicaux de la CGT sont en service de Réanimation, comme en service d'urgences, comme en EHPAD, comme en services ambulanciers, comme en services de soins au général. Ses adhérent.es, comme ses responsables, ont pour vocations d'exercer avec humanité et engagement leurs métiers ! Pour la plupart elles et ils pratiquent leur profession chaque jour !

Précisons que certains d'entre nous ont rendu leurs détachements syndicaux pour se remettre à disposition des services. Pour d'autres, la continuité des mandats est assurée afin de veiller à la santé et la sécurité des agents du public comme des salarié.es du privé, permettant encore ce dernier rempart de protection pour les travailleurs face à des politiques uniquement financières.

Ajoutons à cela que nombre de cette « CGT » est inscrite en réserve sanitaire. Le procès d'intention est donc nul et non avvenu, il suffisait simplement de faire le tour des établissements et d'interroger leurs directions réciproques.

Il suffisait simplement de se renseigner mais tout le monde aura bien compris que d'autres choses se jouent notamment de dénigrer une voix critique.

En attendant le « jour d'après » arrivera et le plus tôt sera le mieux !

A ce moment- là, il ne suffira pas de sortir des incantations et de faire de la communication politique. Des comptes seront à rendre, et la CGT c'est certain sera présente pour rappeler les droits et devoirs de chacun, les responsabilités engagées, l'enjeu et la priorité seront la protection de toutes et tous, collectivement, dans l'intérêt général.

Nancy, le 6 avril 2020.

Contact : Jérôme Marcel - 0608638306

Christophe LANNELON
Directeur Général
Agence Régionale de Santé du Grand-Est
3 Boulevard Joffre
54000 NANCY

Objet : Covid-19

- Copie à Madame la Préfète du Grand Est

Nancy, le 24 mars 2020

Monsieur le Directeur Général,

Les annonces faites par le Président et le gouvernement depuis plusieurs jours et les déclinaisons mises en place démontrent l'extrême gravité de la situation pour la population et le monde du travail.

Notre organisation prend la mesure de la crise sanitaire subie par le pays, et plus largement l'ensemble des peuples sur tous les continents, d'autant que notre région Grand-Est est aujourd'hui la plus touchée par le virus avec la particularité de région transfrontalière de notre territoire. La CGT fait de la lutte contre la propagation du virus COVID-19 une priorité. L'ensemble de nos locaux syndicaux sont désormais fermés au public.

Alors que, selon les experts médicaux, le pic de contamination est loin d'être atteint, il est très urgent de mettre en place une protection renforcée de tous les salarié.es, notamment celles et ceux travaillant au sein de notre système de santé. L'ARS a la responsabilité de la veille à la santé publique. Elle doit faire respecter l'ordre de stopper les productions non-essentiels afin que les salariés soient protégés et participent au « bienfait » du confinement.

Même si l'heure n'est pas à la polémique, dans les hôpitaux les manques de moyens humains et d'équipement sont criants. Mulhouse est un des exemples frappants. Ce n'est pas faute d'avoir tiré la sonnette d'alarme **depuis plusieurs années et plus fortement ces derniers mois**.

Dans le secteur social et médico-social la situation est très tendue également. Les conditions de travail déjà si dégradées dans les EPHAD repoussent les limites de l'acceptable et nous redoutons une véritable catastrophe humaine. Pour ce qui est du secteur de l'aide à domicile ou encore des établissements accueillant des mineurs, là aussi, le matériel manque.

Il faut aussi très rapidement réquisitionner des locaux pour prévoir dans l'urgence un plan massif de confinement pour les personnes actuellement hébergées dans des établissements de collectivité (CHRS, Foyers accueillant des personnes handicapées, des mineurs, ...) en lien avec les Directions Départementales de la Cohésion Sociale, les Conseils Départementaux, les communes et métropoles. Les personnels sont prêts à remplir pleinement leurs missions, mais ils oscillent entre révolte et résignation. Certains commencent même à parler de démissionner. **Ils veulent aussi protéger leur vie et celles des autres en ayant à leur disposition tous les moyens nécessaires**. On nous signale aussi les premiers cas d'agents contaminés et le refus de tester des salarié.es même si de fortes présomptions existent. Dans ces conditions, parler de guerre sanitaire à mener, sans donner les moyens nécessaires de protection, relève d'un véritable scandale d'état !

Cela démontre l'incapacité du gouvernement et de la direction de l'ARS Grand-Est à faire face aujourd'hui à la réalité sanitaire, tant la seule question budgétaire est depuis plusieurs années le dogme indiscutable, dont nous constatons aujourd'hui des effets catastrophiques.

La CGT tient à saluer l'engagement de tous les agents hospitaliers, infirmier.es, médecins et personnels paramédicaux, mais aussi les ambulanciers, pompiers et praticiens, sur l'ensemble du territoire dans la lutte acharnée qui est lancée contre la pandémie. Vous comprendrez donc la situation anxiogène qui pèse fortement sur leur santé mentale avec tous les risques d'accidentologie que cela induit dans un contexte de travail et de services rendus.

Au regard de la situation d'urgence dans les hôpitaux publics, une organisation exceptionnelle de la chaîne de soins, mobilisant les structures privées de la région en lien avec celles du public, doit être des plus opérationnelles. Il s'agit de pouvoir accueillir et soigner les malades du Covid-19 mais aussi toutes les autres pathologies graves qui continuent, malgré tout, d'exister.

Il est important que toutes ces évolutions se fassent en lien étroit avec les représentants syndicaux tant dans les établissements, qu'au niveau régional. Des points réguliers doivent être initiés avec les représentants du personnel. Un échange doit s'instaurer avec l'ensemble des acteurs pour faire évoluer les plans de prévention. **La nécessité de mise en place, par l'ARS du Grand Est, de la plate-forme d'écoute des agents soignants pour aide et soutien psychologique se doit d'être opérationnelle très rapidement.**

Par ailleurs, se pose la question des priorités industrielles et tout doit être fait pour faire face aux urgences d'aujourd'hui afin de produire les matériels de protection et de tests nécessaires.

Le dépistage systématique est aussi à observer, à l'image de ce que fait l'Allemagne et qui, selon les informations en date du 22 mars 2020, semble être efficace. En effet, ce pays comptait 23129 cas à cette date pour 93 décès, la France à la même période en était à 14495 cas pour 562 décès.

La CGT Grand-Est demande enfin que des réponses soient apportées aux différents courriers de ses structures départementales et professionnelles de la santé.

La CGT sera exigeante sur la place qu'elle devra avoir dans l'après crise pour faire entendre ses analyses et propositions pour un modèle de développement humain durable, pour l'avenir de l'hôpital public, de l'accès à la santé et d'une protection sociale donnant accès aux soins par une prise en charge intégrale par la sécurité sociale de toute la population.

Dans l'attente d'une réponse rapide, nous vous prions d'agréer Monsieur le Directeur Général, mes respectueuses salutations.

Pour la CGT Grand-Est
Le secrétaire régional
Denis Schnabel